



15, Quai Lamandé
BP 1146
76063 Le Havre Cedex

ASSOCIATION POUR L'ANIMATION DES FONDATAIONS "DOCTEUR GIBERT"

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2025

ASSOCIATION POUR L'ANIMATION DES FONDATIONS "DOCTEUR GIBERT"

Association régie par la loi du 1^{er} juillet 1901

Siège social : 4, route du Bercaill 76560 Héricourt-en-Caux

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2025

A l'assemblée générale de l'ASSOCIATION POUR L'ANIMATION DES FONDATIONS "DOCTEUR GIBERT",

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'ASSOCIATION POUR L'ANIMATION DES FONDATIONS "DOCTEUR GIBERT" relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2025, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2025 à la date d'émission de notre rapport.

Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur le changement de méthodes comptables induit par la première application du règlement ANC n° 2022-06 et du règlement ANC n°2023-03, dont les incidences sont exposées notamment dans la note « Changements de réglementation comptable lié à l'application des règlements ANC 2022-06 et ANC 2023-03 » de l'annexe des comptes annuels.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport financier et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres de l'Assemblée générale.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.


En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Le Commissaire aux comptes

Forvis Mazars

Le Havre, le 12 juin 2026

DocuSigned by:

952351A6D899405...

Arnaud LE NEEN

Associé

Bilan Actif

Bilan Actif		Du 01/01/2025 au 31/12/2025		Du 01/01/2024 au 31/12/2024
		Brut	Amort. Dép. (à déduire)	Net
Frais d'établissement	I	233 219	211 581	21 638
Actif immobilisé				30 305
Immobilisations incorporelles				
Frais de développement				
Donations temporaires d'usufruit				
Concessions, brevets, droits et valeurs similaires		184 960	170 139	14 821
Autres immobilisations incorporelles		24 726	24 726	394
Immo. incorp. en cours, avances et acomptes				90
Immobilisations corporelles				
Terrains		879 849	10 106	869 744
Constructions		32 717 302	18 675 271	879 849
Instal. techniques, matériel et outillages indus.		5 477 749	4 757 087	14 042 031
Autres immobilisations corporelles		5 282 185	4 009 136	720 662
Immo. corp. en cours, avances et acomptes		531 285		699 422
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés				1 023 618
Immobilisations financières				
Participations		2 301		2 301
Créances rattachées à des participations				1 859
Autres titres immobilisés		74 603		74 603
Prêts		22 859		22 859
Autres immobilisations financières		94 674		39 613
TOTAL DE L'ACTIF IMMOBILISÉ II		45 292 493	27 646 464	17 646 029
Comptes de liaison	III			17 873 168
Actif circulant				
Stocks et en-cours		85 090		85 090
Créances				
Créances clients, usagers et comptes rattachés		7 487 697	151 000	7 336 697
Créances reçues par legs ou donations				6 110 682
Autres créances		1 005 856		1 005 856
Charges constatées d'avance		419 281		982 166
Valeurs mobilières de placement		427 142		419 281
Instruments financiers à terme et jetons détenus				427 142
Disponibilités		5 672 713		5 672 713
TOTAL DE L'ACTIF CIRCULANT IV		15 097 779	151 000	14 946 779
Frais d'émission des emprunts	V			13 756 073
Primes de remboursement des emprunts	VI			
Écarts de conversion et diff. d'évaluation - Actif	VII			
TOTAL GÉNÉRAL DE L'ACTIF (I à VII)		60 623 490	28 009 045	32 614 445
				31 659 546

Bilan Passif

Bilan Passif	Du 01/01/2025 au 31/12/2025	Du 01/01/2024 au 31/12/2024
	Total	Total
Fonds propres		
Fonds propres sans droit de reprise		
Fonds propres statutaires		
Fonds propres complémentaires	1 181 089	1 181 089
Fonds propres avec droit de reprise		
Fonds propres statutaires		
Fonds propres complémentaires	65 749	65 749
Écarts de réévaluation		
Réserves		
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves pour projet de l'entité	7 039 956	597 167
- dont réserves des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée	6 442 788	5 741 193
Autres réserves		5 741 193
Report à nouveau	-355 725	-30 715
- dont report à nouveau des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée	-2 211 268	-1 055 022
Excédent ou déficit de l'exercice	402 857	399 266
- dont excédent ou déficit des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée	584 955	-431 971
Situation nette	8 333 926	7 953 749
Fonds propres consommables		
Subventions d'investissement	1 101 123	1 117 820
Provisions réglementées	3 073 509	3 068 749
TOTAL DES FONDS PROPRES I	12 508 557	12 140 318
Autres fonds propres		
Montant des émissions de titres associatifs		
Avances conditionnées		
Autres		
TOTAL DES AUTRES FONDS PROPRES I bis		
Comptes de liaison		
Fonds reportés et dédiés		
Fonds reportés liés aux legs ou donations		
Fonds dédiés	7 661 891	7 135 095
TOTAL DES FONDS REPORTÉS ET DÉDIÉS III	7 661 891	7 135 095
Provisions pour risques et charges		
Provisions pour risques	1 058 090	1 087 488
Provisions pour charges		
TOTAL DES PROVISIONS IV	1 058 090	1 087 488
Emprunts et dettes		
Emprunts obligataires et assimilés		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	4 918 974	5 596 966
Emprunts et dettes financières diverses	303 466	357 641
Instruments financiers à terme		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	1 096 218	1 048 857
Dettes des legs ou donations		
Dettes fiscales et sociales	4 786 610	3 771 648
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	141 398	171 545
Autres dettes	139 242	349 988
Produits constatés d'avance		
TOTAL DES EMPRUNTS ET DETTES V	11 385 908	11 296 645
Écarts de conversion et diff. d'évaluation - Passif		
TOTAL GÉNÉRAL DU PASSIF (I à VI)	32 614 445	31 659 546

Compte de résultat

Compte de résultat	Du 01/01/2025 au 31/12/2025	Du 01/01/2024 au 31/12/2024
	Total	Total
Produits d'exploitation		
Cotisations	1 200	1 740
Ventes de biens et services		
Ventes de biens		
- dont ventes de dons en nature		
- dont ventes relatives aux activités sociales et médico-sociales		
Ventes de prestations de services	756 656	747 104
- dont parrainages		
- dont ventes relatives aux activités sociales et médico-sociales	732 423	744 563
Produits de tiers financeurs		
Concours publics	35 060 464	32 425 686
- dont concours publics aux activités sociales et médico-sociales	35 053 032	32 380 010
Subventions d'exploitation	174 436	64 825
Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
Ressources liées à la générosité du public		
Dons manuels	22 233	24 035
Mécénats		
Legs, donations et assurances-vie		
Contributions financières		
Reprises sur amortissements, dépréciations et provisions	330 846	514 918
Produits des cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles	89 323	
Utilisations des fonds dédiés	210 784	383 830
Autres produits	275 544	7 384
TOTAL DES PRODUITS D'EXPLOITATION I	36 921 487	34 169 523
Charges d'exploitation		
Achats de marchandises	662 024	656 824
Variation de stocks	-4 824	32 430
Autres achats et charges externes	5 552 316	5 332 590
Aides financières		
Impôts, taxes et versements assimilés	2 077 371	2 011 120
Salaires	17 231 392	16 364 740
Cotisations sociales	7 534 805	6 987 538
Dotations aux amortissements et dépréciations	1 654 067	1 442 945
Dotations aux provisions	278 768	234 818
Valeurs comptables des immo. incorporelles et corporelles cédées		
Reports en fonds dédiés	737 580	415 561
Autres charges	541 251	142 560
TOTAL DES CHARGES D'EXPLOITATION II	36 264 750	33 621 125
RÉSULTAT D'EXPLOITATION (I-II)	656 736	548 398
Produits financiers		
Produits financiers de participation	1 781	1 735
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé		
Autres intérêts et produits assimilés	3 932	29 412
Reprises sur dépréciations et provisions		
Différences positives de change		
Produits des cessions d'immobilisations financières	445	
Produits nets sur cessions de VMP et d'instruments de trésorerie		439
TOTAL DES PRODUITS FINANCIERS III	6 157	31 586

Compte de résultat (suite)

Compte de résultat (Suite)	Du 01/01/2025 au 31/12/2025	Du 01/01/2024 au 31/12/2024
	Total	Total
Charges financières		
Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions		
Intérêts et charges assimilées	260 017	242 212
Différences négatives de change		
Valeurs comptables des immobilisations financières cédées	20	
Charges nettes sur cessions de VMP et d'instruments de trésorerie		20
TOTAL DES CHARGES FINANCIÈRES IV	260 036	242 231
RÉSULTAT FINANCIER (III-IV)	-253 879	-210 646
RÉSULTAT COURANT AVANT IMPÔTS (I-II+III-IV)	402 857	337 752
Produits exceptionnels V		141 736
Charges exceptionnelles VI		80 222
RÉSULTAT EXCEPTIONNEL (V-VI)		61 513
Participation des salariés aux résultats VII		
Impôts sur les bénéfices VIII		
TOTAL DES PRODUITS (I+III+V)	36 927 644	34 342 845
TOTAL DES CHARGES (II+IV+VI+VII+VIII)	36 524 787	33 943 579
EXCÉDENT OU DÉFICIT	402 857	399 266
- dont excédent ou déficit des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée	35 785 455	33 124 573
Contributions volontaires en nature		
Dons en nature		
Prestations en nature		
Bénévolat		
TOTAL DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Charges des contributions volontaires en nature		
Secours en nature		
Mise à disposition gratuite de biens		
Prestations en nature		
Personnel bénévole		
TOTAL DES CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		

PRESENTATION GENERALE

L'ASSOCIATION POUR L'ANIMATION DES FONDATIONS « DOCTEUR GIBERT », fondée en 1875, reconnue d'utilité publique le 10 novembre 1899, a pour but de lutter contre les déficiences physiques et/ou mentales de l'enfance, de l'adolescence et/ou de l'adulte quel que soit son âge.

Elle propose son aide à des personnes en difficultés sociales et/ou mentales et/ou physiques.

Elle met à leur disposition les structures, les personnels et/ou les moyens nécessaires pour les accompagner dans leur vie afin notamment de leur permettre d'exister dans le respect de la dignité.

Les structures sont composées de 14 établissements répartis sur le territoire de la Seine Maritime et fonctionnent majoritairement 365 jours par ans et 24 heures sur 24.
Elles sont financées en fonction des spécificités des structures soit par le département de Seine Maritime soit par la Sécurité sociale.

Afin de permettre l'accomplissement de sa mission, au cours de l'exercice 2025, l'Association a eu recours à 1 143 salariés représentant 451.20 équivalents temps pleins.

L'association dispose sur 5 sites, de bâtiments soit en pleine propriété soit en location auprès de bailleurs sociaux permettant l'accueil des résidents.

Le site du Havre :

Il est composé de 3 Structures pour enfants et 1 Centre de soins infirmier.
Un Etablissement pour enfants et adolescents polyhandicapé de 24 places, financées par la Sécurité Sociale, offrant une possibilité d'accueil de 11 places en Semi-Internat, 11 places en internat et 2 places d'accueil temporaire ou de répit.
Un Institut Médico Educatif spécialisé dans les troubles du spectre autistique de 18 places, financées par la sécurité sociale, offrant une possibilité d'accueil de 3 places en Semi-Internat, 13 places en internat et 2 places d'accueil temporaire ou de répit.
Une pouponnière sociale de 21 places, financées par le Département de Seine Maritime.
Un Centre de soins infirmier.

Le site d'Héricourt en Caux :

Il est composé de 5 Structures accueillant des enfants ou des adultes en situation de handicap.
Les structures enfants :
Un Institut Médico Educatif de 15 places, financées par la sécurité sociale, offrant une possibilité d'accueil de 15 places en internat.
Un Etablissement pour enfants et adolescents polyhandicapé de 28 places, financées par la Sécurité Sociale, offrant une possibilité d'accueil de 8 places en Semi-Internat et 20 places en internat.
Un Institut Médico Educatif spécialisé dans les troubles du spectre autistique de 20 places, financées par la sécurité sociale, offrant une possibilité d'accueil de 20 places en internat.

Les structures adultes :

Un foyer d'accueil médicalisé de 66 places, financées par le département de Seine Maritime pour les frais relatifs à l'hébergement et la Sécurité Sociale pour la partie Soins, offrant une possibilité d'accueil de 64 places en internat et 2 places d'accueil temporaire ou de répit.
Une maison d'accueil spécialisée de 28 places, financées par la sécurité sociale, offrant une possibilité d'accueil de 4 places en Semi-Internat et 24 places en internat.

Le site d'Autigny :

Il est composé de 2 Structures pour adultes
Un foyer d'accueil médicalisé de 54 places, financées par le département de Seine Maritime pour les frais relatifs à l'hébergement et la Sécurité Sociale pour la partie Soins, offrant une possibilité d'accueil de 52 places en internat et 2 places d'accueil temporaire ou de répit.
Un Service d'accueil de jour médicalisé de 8 places, financées par le département de Seine Maritime pour les frais relatifs à l'hébergement et la Sécurité Sociale pour la partie Soins, offrant une possibilité d'accueil de 8 places en semi-internat.

Le site d'Imbleville :

Il est composé de 1 Structures pour adultes
Un foyer d'accueil médicalisé de 41 places, financées par le département de Seine Maritime pour les frais relatifs à l'hébergement et la Sécurité Sociale pour la partie Soins, offrant une possibilité d'accueil de 4 places en semi-internat non médicalisée, 36 places en internat et 1 places d'accueil temporaire ou de répit.

Le site de Tôtes :

Il est composé de 1 Structures pour adultes

Un foyer de vie de 9 places, financées par le département de Seine Maritime, offrant une possibilité d'accueil de 8 places en internat et 1 places d'accueil temporaire ou de répit.

Règles et méthodes comptables

Annexe au bilan et au compte de résultat de l'exercice clos le 31/12/2025 dont le total du bilan avant répartition est de 32 614 445 Euros et au compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste et dégageant un résultat de 402 857 Euros.

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/2025 au 31/12/2025.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Les comptes annuels au 31/12/2025 ont été arrêtés conformément aux dispositions du code de commerce, aux dispositions des règlements ANC n°2022-06 et n°2023-03 relatifs au plan comptable général, et aux dispositions spécifiques applicables du règlement ANC n°2018-06 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif, ainsi que le règlement ANC n° 2020-08 qui est venu compléter ce dernier et en tenant compte des dispositions réglementaires suivantes :

- Du règlement ANC N°2019-04 du 8 novembre 2019 relatif aux activités sociales et médico-sociales gérées par des personnes morales de droit privé à but non lucratif
- De l'instruction comptable applicable aux établissements publics hospitaliers (M22 et M22 Bis) aux établissements et services sanitaires, sociaux et médico-sociaux gérés par des organismes privés non lucratif
- Du règlement ANC N°2018-06 du 5 décembre 2018 relatif aux modalités d'établissements des comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif, intégrant l'article 1 du règlement ANC N°2019-04 et le règlement ANC N°2020-08
- Du règlement ANC n°2023-03, relatif aux associations, qui précise les modalités comptables spécifiques applicables aux associations, notamment en matière de présentation des comptes annuels et de traitement des spécificités liées à leur activité.
- De l'arrêté du 12 novembre 2008 Ministère du travail, des Relations Sociales, de la Famille et de la Solidarité relatif aux instructions budgétaires et comptables applicables aux établissements et services privés sociaux et médico-sociaux ainsi qu'aux associations et fondations gestionnaires
- Des contraintes particulières imposées par les organismes financeurs dans le cadre de la fixation de certains tarifs de prestations
- De l'arrêté du 14 décembre 2022 relatif au plan comptable applicable aux établissements et services privés sociaux et médico-sociaux relevant de l'article L.312-1 du code de l'action sociale et des familles.

Les comptes obligatoirement ouverts dans la comptabilité des établissements et services privés sociaux et médico-sociaux relevant du I de l'article L. 312-1 du code de l'action sociale et des familles sont ceux prévus dans le plan comptable relevant de ce dit-code.

Les règles comptables applicables aux associations ou fondations gestionnaires des établissements et services privés sociaux et médico-sociaux et les règles budgétaires et comptables applicables aux établissements et services privés sociaux et médico-sociaux, divergent sur plusieurs points.

Les principales divergences, identifiées et traitées dans l'avis du Conseil National de la Comptabilité du 4 mai 2007 sont les suivantes :

- Dettes pour congés à payer et autres droits acquis par les salariés,
- Provisions réglementées prévues dans les règles budgétaires,
- Application des règlements N°2002-10 et N°2004-06 du CRC,
- Méthode de comptabilisation par composants/amortissements dérogatoires
- Charges à répartir,
- Harmonisation entre le plan de comptes des établissements et services privés sociaux et médico-sociaux et le plan de comptes des règlements N°99-01 et N°99-03 du CRC

L'avis s'applique à l'ensemble des établissements et services privés sociaux et médico-sociaux relevant de l'article R.314-1 du code de l'action sociale et des familles qui appliquent désormais conformément à l'article R.314-81 du code précité, l'instruction budgétaire et comptable M22.

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices,

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

Faits caractéristiques

L'association a obtenu la validation et le financement de son projet de restructuration de son pôle enfance à Héricourt en Caux par l'ARS début 2022. Toutefois, face à la hausse des coûts des matériaux et des taux d'intérêts, la construction et la rénovation n'ont toujours pas été lancés au 31/12/2025.

L'association a obtenu la validation et le financement de son projet de reconstruction de l'établissement de Chantecler par le Département de Seine Maritime. Toutefois, face à la hausse des coûts des matériaux et des taux d'intérêts, la construction n'a toujours pas été lancée au 31/12/2025

Les décisions gouvernementales de revalorisations salariales (augmentation du SMIC, augmentation de la valeur de point, primes SEGUR et LAFORCADE) ont eu un impact fort sur les charges de personnel de l'association depuis 2021. A noter que les primes SEGUR sont dorénavant versées à l'ensemble du personnel depuis le 1er janvier 2024.

La hausse de l'activité ainsi que celle des tarifs ont permis une hausse importante des produits de tarification et ainsi compenser la hausse de la masse salariale.

La loi portant diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union Européenne (DDADUE) est entrée en vigueur le 24 avril 2024. A partir de cette date, tout arrêt lié à un accident ou à une maladie, qu'il soit à caractère professionnel ou non, est assimilé à une période de travail pour l'acquisition des congés payés. De cette loi, l'association a calculé et comptabilisé dans les comptes 2023, une rétroactivité pour les salariés présents et partis à effet de l'année 2019, soit pour une période de 5 ans. Pour les salariés partis, une somme de 233 K€ avait été constatée en provision pour risque au 31 décembre 2024. Au 31/12/2025, le solde de la provision s'établit à 211 K€.

Par un engagement collectif fort des équipes, l'Association a su faire face de nouveau aux défis de forte activité et des ressources professionnelles manquantes par une politique de prudence budgétaire et de maîtrise des engagements dans une esprit de transparence avec nos financeurs.

En 2025, l'association a consolidé ses activités, modernisé ses outils de gestion et progressé sur des projets de construction, malgré des défis financiers et organisationnels. Les évaluations externes ont salué la qualité des accompagnements, et des extensions d'accueil ont été obtenues. Cependant, des tensions sur les ressources humaines, le financement et les évolutions tarifaires nécessitent une vigilance accrue.

L'association reste engagée dans l'innovation et l'adaptation pour répondre aux besoins complexes des publics.

Evénements significatifs postérieurs à compter de la clôture

L'association a dû mettre en place, à compter du 1er janvier 2026, un financement en dotation sur le secteur relevant de l'ARS, en substitution du financement antérieurement reposant sur un prix de journée malgré son refus de signer la convention. Cette évolution, imposée par l'autorité de tarification ARS, est intervenue malgré les observations formulées par l'association quant à ses effets potentiels, notamment à moyen terme. Dans ce cadre, l'ARS a confirmé son soutien et accompagnement ainsi que l'engagement de discussions dans le cadre du CPOM.

Méthode des coûts historiques

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Changements de réglementation comptable lié à l'application des règlements ANC 2022-06 et ANC 2023-03

Changement de méthode lié à l'application de la nouvelle réglementation comptable.

A compter du 1er janvier 2025, l'application pour la première fois des règlements ANC 2022-06 et ANC 2023-03 modifiant le règlement ANC 2014-03 entraîne des changements de comptabilisation et de présentation. Les principaux changements opérés sont les suivants :

Changements de comptabilisation :

Les principaux impacts à compter de l'exercice 2025 sont les suivants :

- En terme de résultat exceptionnel :

- Les opérations de cessions/sorties d'immobilisations figurent en 2025 dans le résultat d'exploitation (ou dans le résultat financier s'il s'agit d'immobilisations financières) ;
- Les quotes-parts de subventions d'investissement virées au compte de résultat figurent en 2025 dans le résultat d'exploitation ;
- Le périmètre du résultat exceptionnel est réduit aux événements majeurs et significatifs (les autres événements étant désormais traduits dans le résultat d'exploitation).

- Suppression des transferts de charges dans le résultat d'exploitation et le résultat financier :

A adapter en décrivant les modifications éventuelles sur les rubriques suivantes :

- Les refacturations diverses figurent désormais dans les rubriques de produits par nature ;
- Les remboursements reçus des organismes sociaux en cas d'arrêt maladie, de congés de parentalité ou d'accident du travail figurent en compensation de charges de personnel.

Changement de présentation :

Les principaux impacts à compter de l'exercice 2025 sont les suivants :

- Présentation du compte de résultat :

- Le résultat exceptionnel est synthétisé sur 2 lignes « charges et produits exceptionnels » dans le compte de résultat ;
- Les transferts de charges N-1 ont été regroupés dans la colonne N-1 sur la ligne « reprise sur amortissements, dépréciations et provisions ».

- Présentation du bilan :

- Les frais d'établissement sont présentés dans un total séparé de l'actif (et non dans le total des immobilisations) ;
- Les charges constatées d'avance sont totalisées dans les créances ;
- Les avances et acomptes sont regroupés dans les immobilisations en cours (corporelles ou incorporelles).

Le bilan et le compte de résultat de l'exercice précédent ne sont pas modifiés par les présentes évolutions. Son impact sur les comptes de l'exercice étant non significatif pour l'association, il n'a pas été procédé à l'établissement d'un tableau de comparabilité des comptes dans la présente annexe.

Le bilan et le compte de résultat sont présentés conformément au nouveau modèle figurant dans les règlements ANC n°2022-06 et ANC n°2023-03.

Le bilan et le compte de résultat tels qu'ils ont été arrêtés et publiés au titre de l'exercice précédent sont présentés à la fin de cette annexe.

Informations relatives aux opérations inscrites au bilan et compte de résultat

Ne sont mentionnées dans l'annexe que les informations à caractère significatif.

Immobilisations incorporelles et corporelles

Les immobilisations sont évaluées à leur coût d'acquisition.

Les amortissements sont calculés, en fonction de la durée d'utilisation prévue, suivant le mode linéaire.

- Immobilisations incorporelles de 1 à 10 ans,
- Immobilisations corporelles
 - Constructions et aménagements de 10 à 75 ans,
 - Matériels et outillages de 1 à 30 ans,
 - Matériels de transport de 5 à 10 ans,
 - Matériels de bureau et informatique de 1 à 20 ans,
 - Mobilier de 2 à 20 ans.

Participation, autres titres immobilisés, valeurs mobilières de placement

La valeur brute est constituée par le coût d'acquisition (hors droits de mutation, honoraires, ou commissions et frais d'actes, liés à l'acquisition).

Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à cette valeur, une dépréciation est constituée du montant de la différence.

Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Subventions d'investissement

Les subventions d'investissement octroyées à l'association sont enregistrées conformément au règlement ANC n°2022-06 et n°2023-03, dans le compte 131000 "Subventions d'investissement", avec reprise au compte de résultat au rythme de l'amortissement des biens financés, dans le compte 747000.

Provision pour risques et charges

Une provision pour risques et charges a été constituée à la clôture de l'exercice à hauteur de 9.000 euros. Une reprise de provision pour risques et charges a été constatée à la clôture de l'exercice à hauteur de 137.256 euros.

Le solde au 31/12/2025 s'élève à 788.322 euros.

Engagements en matière de départ à la retraite

Une provision pour départ en retraite a été constituée dans le cadre des Etablissements de l'association GIBERT, en accord avec les différents financeurs, cependant ce montant ne couvre que partiellement l'ensemble des engagements.

L'indemnité de départ à la retraite est déterminée en appliquant une méthode tenant compte des salaires projetés en fin de carrière, du taux de rotation du personnel, de l'espérance de vie et d'hypothèses d'actualisation des versements prévisibles.

Les hypothèses actuarielles retenues sont les suivantes :

- Taux d'actualisation : 3,85 %
- Taux de rotation pour les Non-Cadres et Cadres : 2 %
- Hausse annuelle des salaires : 2 %
- Age de départ à la retraite
 - o Pour les Non-Cadres : 64 ans
 - o Pour les Cadres : 64 ans
- La probabilité de vie à l'âge de départ en retraite est calculée en référence aux tables des indices INSEE 2018

L'indemnité de départ en retraite est déterminée selon les dispositions de la Convention collective nationale des établissements privés d'hospitalisation, de soins, de cure et de garde à but non lucratif du 31 octobre 1951.

Le montant ainsi obtenu, majoré des charges patronales, s'élève à 1 376 073 euros.

Fonds dédiés et reportés

Les fonds dédiés sont des rubriques du passif qui enregistrent, à la clôture de l'exercice, la partie des ressources, affectées par des tiers financeurs à des projets définis, qui n'a pas pu encore être totalement utilisée conformément à l'engagement pris à leur égard.

Les fonds dédiés s'élèvent à la clôture de l'exercice à : 7 748 768 euros.

Contributions volontaires en nature

Une contribution volontaire en nature est l'acte par lequel une personne physique ou morale apporte à une entité un travail, des biens ou des services à titre gratuit.

Ceci correspond à :

- . Des contributions en travail : bénévolat, mises à disposition de personnes ;
- . Des contributions en biens : dons en nature redistribués ou consommés en l'état ;
- . Des contributions en services : mises à disposition de locaux ou de matériel, prêt à usage, fourniture gratuite de services

L'association n'a pas bénéficié de contributions volontaires en nature à l'exception des temps passés par les membres du bureau pour les différentes réunions annuelles.

Régime fiscal

L'entité est un organisme sans but lucratif non soumis aux impôts commerciaux au régime de droit commun.

Rémunération du commissaires aux comptes

Les honoraires du commissaire aux comptes provisionnés conformément à la lettre de mission en vigueur s'élèvent à 46 869 € TTC et sont exclusivement relatifs à la mission de contrôle légal des comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2025.

Rémunérations versées à certains dirigeants

En application de l'article 20 de la loi n°2006-586 du 23 mai 2006, le montant total des rémunérations pour l'exercice clos le 31/12/2025 versées aux trois plus hauts cadres dirigeants, bénévoles et salariés de l'association, s'élève à 345 658 euros.

Etat des immobilisations

État des immobilisations	Montant brut à l'ouverture de l'exercice	Augmentations	Diminutions	Montant brut à la clôture de l'exercice
Immobilisations incorporelles				
Frais de développement				
Donations temporaires d'usufruit				
Concessions, brevets, droits et valeurs similaires	170 140	14 820		184 960
Autres immobilisations incorporelles	24 726			24 726
Immobilisations incorporelles en cours, avances et acomptes				
TOTAL DES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	194 866	14 820		209 686
Immobilisations corporelles				
Terrains	879 849			879 849
Constructions	32 450 540	266 762		32 717 302
Installations techniques, matériel et outillages industriels	5 244 387	238 737	5 375	5 477 749
Autres immobilisations corporelles	4 790 136	492 049		5 282 185
Immobilisations corporelles en cours, avances et acomptes	233 338	297 947		531 285
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés				
TOTAL DES IMMOBILISATIONS CORPORELLES	43 598 250	1 295 495	5 376	44 888 370
Immobilisations financières				
Participations	1 859	442		2 301
Créances rattachées à des participations				
Autres titres immobilisés	74 603			74 603
Prêts	39 613		16 754	22 859
Autres immobilisations financières	94 674			94 674
TOTAL DES IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES	210 749	442	16 754	194 437
TOTAL GÉNÉRAL	44 003 865	1 310 757	22 129	45 292 493

Ventilation des augmentations						
Augmentations	Augmentations de l'exercice	Virements			Entrées	
		De poste à poste	Provenant de l'actif circulant	Acquisitions	Apports	Créations
Total immobilisations incorporelles	14 820			14 820		
Total immobilisations corporelles	1 295 495			1 295 495		
Total immobilisations financières	442			442		
TOTAL GÉNÉRAL	1 310 757			1 310 757		

Ventilation des diminutions						
Diminutions	Diminutions de l'exercice	Virements			Sorties	
		De poste à poste	À destination de l'actif circulant	Cessions	Scissions	Mises hors service
Total immobilisations incorporelles						
Total immobilisations corporelles	5 376			5 376		
Total immobilisations financières	16 754			16 754		
TOTAL GÉNÉRAL	22 129			22 129		

Commentaires : néant

Etat des amortissements

État des amortissements	Amortissements cumulés à l'ouverture de l'exercice	Augmentations Dotations de l'exercice	Diminutions	Amortissements cumulés à la clôture de l'exercice
Immobilisations incorporelles				
Frais de développement				
Donations temporaires d'usufruit				
Concessions, brevets, droits et valeurs similaires	169 746	393		170 139
Autres immobilisations incorporelles	24 636	90		24 726
TOTAL DES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	194 382	483		194 865
Immobilisations corporelles				
Terrains		10 106		10 106
Constructions	17 624 832	1 050 439		18 675 271
Installations techniques, matériel et outillages industriels	4 544 965	212 122		4 757 087
Autres immobilisations corporelles	3 766 518	242 618		4 009 136
TOTAL DES IMMOBILISATIONS CORPORELLES	25 936 315	1 515 285		27 451 599
Immobilisations financières				
TOTAL DES IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES				
TOTAL GÉNÉRAL	26 130 697	1 515 768		27 646 464

Ventilation des dotations					
Dotations	Dotations de l'exercice	Compléments liés à une réévaluation	Sur éléments amortis selon le mode linéaire	Sur éléments amortis selon un autre mode	Dotations exceptionnelles
Immobilisations incorporelles	483		483		
Immobilisations corporelles	1 515 285		1 515 285		
Immobilisations financières					
TOTAL GÉNÉRAL	1 515 768		1 515 768		

Ventilation des diminutions				
Diminutions	Diminutions de l'exercice	Éléments transférés à l'actif circulant	Éléments cédés	Éléments mis hors service
Immobilisations incorporelles				
Immobilisations corporelles				
Immobilisations financières				
TOTAL GÉNÉRAL				

Commentaires : néant

Etat des créances et des dettes

Créances	Montant brut	Liquidité de l'actif	
		Échéances à moins d'1 an	Échéances à plus d'1 an
De l'actif immobilisé			
Créances rattachées à des participations			
Prêts (1)	22 859		22 859
Autres immobilisations financières	94 674		94 674
De l'actif circulant			
Clients et usagers douteux ou litigieux			
Clients, usagers et comptes rattachés	7 487 697	7 487 697	
Reçues par legs ou donations			
Personnel et comptes rattachés	85 945	85 945	
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	158 996	158 996	
Impôts sur les bénéfices			
Taxe sur la valeur ajoutée			
Autres impôts, taxes et versements assimilés			
Divers	137 953	137 953	
Confédération, fédération, union, associations affiliées			
Débiteurs divers	587 168	587 168	
Charges constatées d'avance	419 281	419 281	
TOTAL	8 994 574	8 877 041	117 533

(1) Montant des prêts accordés en cours d'exercice

(1) Montant des remboursements obtenus en cours d'exercice

Dettes	Montant brut	Degré d'exigibilité du passif		
		Échéances à moins d'1 an	Échéances de 1 à 5 ans	Échéances à plus de 5 ans
Emprunts obligataires et assimilés (1)				
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (1) :				
- A 1 an max. à l'origine				
- A plus d'1 an à l'origine	4 918 974	655 069	1 779 510	2 484 395
Emprunts et dettes financières diverses (1)	303 466	51 841	201 300	50 325
Fournisseurs et comptes rattachés	1 096 218	1 096 218		
Dettes des legs ou donations				
Personnel et comptes rattachés	2 137 287	2 137 287		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	2 030 879	2 030 879		
Impôts sur les bénéfices				
Taxe sur la valeur ajoutée				
Autres impôts, taxes et assimilés	618 445	618 445		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	141 398	141 398		
Confédération, fédération, union, associations affiliées				
Autres dettes	139 242	139 242		
Produits constatés d'avance				
TOTAL	11 385 908	6 870 378	1 980 810	2 534 720

(1) Emprunts souscrits en cours d'exercice

(1) Emprunts remboursés en cours d'exercice

731 987

Variation des fonds propres 153-1

(art. 153-1 du règlement ANC 2019-04)

Variation des fonds propres	Montant en début d'exercice	Affectation du résultat	Augmentations	Diminutions ou consommations	Montant en fin d'exercice
Fonds propres sans droit de reprise	1 181 089				1 181 089
Fonds propres avec droit de reprise	65 749				65 749
Écarts de réévaluation					
Réserves	6 338 360		804 341	102 746	7 039 956
- dont réserves des activités sociales et médico sociales	5 741 193		804 341	102 746	6 442 788
Report à nouveau	-30 715	399 266		724 276	-355 725
- dont report à nouveau des activités sociales et médico sociales	-1 055 022	-431 971		724 275	-2 211 268
Excédent ou déficit de l'exercice	399 266	-399 266	402 957		402 857
- dont excédent ou déficit des activités sociales et médico sociales	-431 971	431 971	584 956		584 956
Situation nette	7 953 749		1 207 298	827 021	8 333 926
Fonds propres consommables					
Subventions d'investissement	1 117 820		109 905	126 603	1 101 123
Provisions réglementées	3 068 749		4 760		3 073 509
TOTAL	12 140 318		1 321 963	953 624	12 508 557

Variation des fonds dédiés - Ressources liées à la générosité du public

Ressources liées à la générosité du public	À l'ouverture de l'exercice	Reports	Utilisations			À la clôture de l'exercice	
			Montant global	dont rembour.	Transferts (1)	Montant global (2)	dont fonds correspondant à des projets sans dépense au cours des 2 derniers exercices
ESMS	46 350	9 259	870			54 739	
HORS ESMS	58 266	9 270				67 536	
TOTAL	104 616	18 529	870			122 275	

(1) Transferts : si émission, mettre le montant en négatif, si réception, mettre le montant en positif
(2) Montant global = Montant début d'exercice + Report - Utilisations + Transferts

Variation des fonds dédiés - Contributions financières

Contributions financières d'autres organismes	À l'ouverture de l'exercice	Reports	Utilisations		Transferts (1)	À la clôture de l'exercice	
			Montant global	dont rembour.		Montant global (2)	dont fonds correspondant à des projets sans dépense au cours des 2 derniers exercices
TOTAL ENERGIE	15 400					15 400	
TOTAL	15 400					15 400	

(1) Transferts : si émission, mettre le montant en négatif, si réception, mettre le montant en positif
(2) Montant global = Montant début d'exercice + Report - Utilisations + Transferts

Variation des fonds dédiés - Contributions financières des autorités

Fonds dédiés sur contributions financières des autorités de tarification aux entités gestionnaires d'ESSMS	À l'ouverture de l'exercice	Reports	Utilisations			À la clôture de l'exercice	
			Montant global	dont rembours.	Transferts (1)	Montant global (2)	dont fonds correspondant à des projets sans dépense au cours des 2 derniers exercices
INVESTISSEMENT ESMS	6 215 368	210 795	96 208			6 329 955	
AUTRES SUBV ESMS	565 187	508 256	113 706			959 737	
TOTAL	6 780 555	719 051	209 914			7 289 692	

(1) Transferts : si émission, mettre le montant en négatif, si réception, mettre le montant en positif
(2) Montant global = Montant début d'exercice + Report - Utilisations + Transferts

Variation des fonds dédiés - Subventions d'exploitation

Subventions d'exploitation	À l'ouverture de l'exercice	Reports	Utilisations		Transferts (1)	À la clôture de l'exercice	
			Montant global	dont rembour.		Montant global (2)	dont fonds correspondant à des projets sans dépense au cours des 2 derniers exercices
INVESTISSEMENT ESMS	6 215 368	210 795	96 208			6 329 955	
INVESTISSEMENT HORS ESM	234 523					234 523	
AUTRES SUBV ESMS	565 187	508 256	113 706			959 737	
TOTAL	7 015 078	719 051	209 914			7 524 215	

(1) Transferts : si émission, mettre le montant en négatif, si réception, mettre le montant en positif

(2) Montant global = Montant début d'exercice + Report - Utilisations + Transferts

Etat des provisions

Nature des provisions	Montant à l'ouverture de l'exercice	Augmentations : dotations de l'exercice	Diminutions : reprises à la clôture de l'exercice		Montant à la clôture de l'exercice
			Utilisées	Non utilisées	
Provisions réglementées					
Provisions réglementées pour hausse des prix					
Amortissements dérogatoires					
Autres provisions réglementées	3 068 749	4 760			3 073 509
TOTAL DES PROVISIONS RÉGLEMENTÉES	3 068 749	4 760			3 073 509
Provisions pour risques					
Provisions pour :					
- Litiges					
- Garanties données aux usagers					
- Amendes et pénalités					
- Pertes de change					
- Pertes sur contrats					
Autres provisions pour risques	1 087 488	269 768	299 166		1 058 090
TOTAL DES PROVISIONS POUR RISQUES	1 087 488	269 768	299 166		1 058 090
Provisions pour charges					
Provisions pour :					
- Pensions et obligations similaires					
- Restructurations					
- Impôts					
- Renouvellement des immobilisations - entreprises concessionnaires					
- Gros entretien ou grandes révisions					
- Remise en état					
- Legs ou donations					
Autres provisions pour charges					
TOTAL DES PROVISIONS POUR CHARGES					
TOTAL DES PROVISIONS	4 156 236	274 528	299 166		4 131 598

Commentaires : néant

Etat des dépréciations

Nature des dépréciations	Dépréciations à l'ouverture de l'exercice	Augmentations : dotations de l'exercice	Diminutions : reprises de l'exercice	Dépréciations à la clôture de l'exercice
Immobilisations incorporelles				
Frais de développement				
Donations temporaires d'usufruit				
Concessions, brevets, droits et valeurs similaires				
Autres immobilisations incorporelles				
Immobilisations incorporelles en cours, avances et acomptes				
TOTAL DES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
Immobilisations corporelles				
Terrains				
Constructions				
Installations techniques, matériel et outillages industriels				
Autres immobilisations corporelles				
Immobilisations corporelles en cours, avances et acomptes				
Biens reçus par legs ou donations				
TOTAL DES IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
Immobilisations financières				
Participations				
Créances rattachées à des participations				
Titres immobilisés de l'activité de portefeuille				
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres immobilisations financières				
TOTAL DES IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES				
Actif circulant				
Stocks et en-cours				
Créances clients		151 000		151 000
Autres dépréciations				
TOTAL DE L'ACTIF CIRCULANT		151 000		151 000
TOTAL GÉNÉRAL		151 000		151 000

Commentaires : néant

Effectif moyen

Catégories de salariés	Salariés	En régie
Cadres	19	
Agents de maîtrise & techniciens	79	
Employés	283	
Ouvriers	70	
Apprentis sous contrat		
TOTAL		451

Tableau de subventions d'exploitation

Subventions	Accordées	
	du 01/01/2025 au 31/12/2025	
	①	
ARS	23 110 913	
DEPARTEMENT	9 972 788	
ASE	2 118 518	
CENTRE INFIRMIER	9 007	
AUTRES SUBVENTIONS	23 674	
Total subventions d'exploitation	35 234 900	

Charges à payer et produits à recevoir

Charges à payer incluses dans les postes suivants du bilan	Du 01/01/2025 au 31/12/2025	Du 01/01/2024 au 31/12/2024
Montant des émissions de titres associatifs		
Avances conditionnées		
Emprunts obligataires et assimilés		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	28	
Emprunts et dettes financières diverses		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	489 014	425 032
Dettes sur legs ou donations		
Dettes fiscales et sociales	2 872 774	2 558 052
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes		38 181
Instruments de trésorerie		
TOTAL	3 361 816	3 021 265

Produits à recevoir inclus dans les postes suivants du bilan	Du 01/01/2025 au 31/12/2025	Du 01/01/2024 au 31/12/2024
Créances rattachées à des participations		
Autres titres immobilisés		
Prêts		
Autres immobilisations financières		
Créances clients et comptes rattachés	41 219	68 010
Créances reçues par legs ou donations		
Autres créances		418 869
Valeurs mobilières de placement		
Disponibilités		
Instruments de trésorerie		
TOTAL	41 219	486 879

Détail du résultat financier

	2025	2024	écart	variation
Produits financiers				
Produits financiers de participation	1 780.62	1 735.02	45.60	2.65
7610000 Produits des participations	1 780.62	1 735.02	45.60	2.65
Produits des autres valeurs mobilières et créances de facilité immobilisée				
Autres intérêts et produits assimilés	3 931.55	29 412.34	-25 480.79	-86.63
7680000 Autres produits financiers	3 931.55	29 412.34	-25 480.79	-86.63
Reprises sur dépréciations et provisions				
Différences positives de change				
Produits des cessions d'immobilisations financières	444.59		444.59	-
7670000 Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement	444.59		444.59	-
Produits nets sur cessions de VMP et d'instruments de trésorerie		438.54	-438.54	-100.00
7670000 Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		438.54	-438.54	-100.00
TOTAL DES PRODUITS FINANCIERS	6 156.76	31 585.90	-25 429.14	-80.51
Charges financières				
Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions				
Intérêts et charges assimilés	260 016.71	242 211.99	17 804.72	7.35
6611000 Intérêts des emprunts et dettes	250 187.38	232 126.60	18 060.78	7.78
6615000 Intérêts des courants et des dépôts créditeurs	249.52		249.52	-
6618000 Intérêts des autres dettes	9 579.81	10 085.39	-505.58	-5.01
Différences négatives de change				
Valeurs comptables des immobilisations financières cédées	19.50		19.50	-
6670000 Charges nettes des valeurs	19.50		19.50	-
Charges nettes sur cessions de VMP et instruments de trésorerie		19.50	-19.50	-100.00
6670000 Charges nettes des valeurs		19.50	-19.50	-100.00
TOTAL DES CHARGES FINANCIÈRES	260 035.21	242 231.49	17 803.72	7.35
RÉSULTAT FINANCIER	-253 879.45	-210 645.59	-43 233.86	20.52

Résultat en instance d'affectation

	Activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée	Dont affectés par une notification des autorités de tarification	Dont non affectés par une notification des autorités de tarification
Réserves	6 442 788,00	6 442 788,00	-
Report à nouveau	2 211 268,00	1 779 297,00	431 971,00
Excedent ou déficit de l'exercice	584 956,00		584 956,00
TOTAL	4 816 476,00	4 663 491,00	152 985,00

Produits et charges constatés d'avance

Produits constatés d'avance		Du 01/01/2025 au 31/12/2025	Du 01/01/2024 au 31/12/2024
Produits :	- D'exploitation		
	- Financiers		
	- Exceptionnels		
TOTAL			
Charges constatées d'avance		Du 01/01/2025 au 31/12/2025	Du 01/01/2024 au 31/12/2024
Charges :	- D'exploitation	119 340	58 350
	- Financières	299 941	377 872
	- Exceptionnelles		
TOTAL		419 281	436 222

Détermination du résultat effectif global de l'entité

	Du 01/01/2025 au 31/12/2025	Du 01/01/2024 au 31/12/2024
Résultat comptable	402 857	399 266
Reprise du résultat antérieur		1 037 839
Excédent ou déficit effectif global	402 857	1 437 105
Dont résultat effectif sous gestion propre	-182 099	831 237
Dont résultat effectif sous gestion contrôlée	584 956	605 868

Commentaires : néant

Engagement hors bilan

Banque	Nom de l'emprunt	Crédit accordé	Capital restant dû	Garanties
CREDIT MUTUEL	PRÊT IMMO. PROF. LOCATIF	350 000,00 €	93 332,60 €	Cautions solidaire CONSEIL GENERAL DE SEINE MARITIME 350 000,00 € (*) (*) Montant garanti à l'origine, dans la limite de la créance restant due
CIC	PRÊT PROFESSIONNEL	341 049,37 €	99 214,27 €	Cautions solidaire 30% Contre garanti par l'organisme dde caution BOGAMA
CREDIT COOPERATIF	PRÊT N°001082C	2 635 429,00 €	274 372,22 €	Cautions personne morale COMMUNE DU HAVRE 939 633,32 €
CREDIT COOPERATIF	PRÊT N°001684C	826 330,00 €	86 028,60 €	Cautions personne morale CONSEIL GENERAL 76 294 619,00 €
CAISSE D'EPARGNE	PRÊT N°5256305	199 500,00 €	118 125,00 €	Cautions personne morale COMMUNE DE TOTES 80 062,50 €
CAISSE D'EPARGNE	PRÊT N°5235759	250 000,00 €	173 172,86 €	Cautions sté caution (convention) CEGC 163 466,86 €
CAISSE D'EPARGNE	PRÊT N°4629972	1 415 200,00 €	806 025,80 €	Promesse affectation hypothécaire 1 415 200,00 € + Cautions sté caution (convention) CEGC 163 466,86 €
CAISSE D'EPARGNE	PRÊT N°4630000	464 500,00 €	12 570,19 €	Cautions sté caution (convention) CEGC 103 402,07 €
CAISSE DES DEPOTS	CDC : 1167591 - EMP.PISCINE	214 000,00 €	67 646,08 €	Garantie : Département de la Seine Maritime (76) pour un montant de 214 000 € conformément à la délibération du 23 novembre 2009
CAISSE DES DEPOTS	CDC : 1176992 - EMP FAM CONSTRUCTION	3 000 000,00 €	787 500,00 €	Garantie : Département de la Seine Maritime (76) pour un montant de 3 000 000 € conformément à la délibération du 205 juillet 2010
CAISSE DES DEPOTS	CDC : 1176995 - EMP FAM EQUIP	481 665,00 €		Garantie : Département de la Seine Maritime (76) pour un montant de 481 665 € conformément à la délibération du 205 juillet 2010
CAISSE DES DEPOTS	CDC : 17203 - EMP MAS	3 573 000,00 €	2 400 958,83 €	Garantie : cautionnement SOGAMA CREDIT ASSOCIATIF
CARSAT	EMPRUNT CARSAT BSD	1 006 502,00 €	301 950,00 €	En cautionnement du rembourseent du prêt susmentionné, le Conseil Général de Seine Maritime lors de la délibération du 18 octobre 2010 a accordé sa garantie à hauteur de 100 % pour le remboursemet de l'emprunt de 1 006 502 € consenti par la CARSAT Normandie
CRAM	EMPRUNT HAUTES EAUX CRAM	73 455,00 €	0,00 €	Non significatif

**Bilan et Compte de résultat arrêtés et
publiés au titre de l'exercice précédent**

Bilan Actif (arrêté et publié au titre de l'exercice précédent)

Bilan Actif	Du 01/01/2024 au 31/12/2024			Au 31/12/2023
	Brut	Amort. Prov.	Net	Net
Actif immobilisé				
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement	233 219	202 914	30 305	39 297
Frais de recherche et de développement				
Donations temporaires d'usufruit				
Concessions, brevets et droits similaires	170 140	169 746	394	2 731
Autres immobilisations incorporelles	24 726	24 636	90	4 702
Immobilisations incorporelles en cours				
Avances et acomptes sur immobilisations incorporelles				
Immobilisations corporelles				
Terrains	879 849		879 849	879 849
Constructions	32 450 540	17 624 832	14 825 709	15 243 792
Installations techniques, matériel et outillages industriels	5 244 387	4 544 965	699 422	597 455
Autres immobilisations corporelles	4 790 136	3 766 518	1 023 618	846 306
Immobilisations corporelles en cours	233 338		233 338	6 255
Avances et acomptes sur immobilisations corporelles				
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés				
Immobilisations financières				
Participations et créances rattachées	1 859		1 859	1 859
Autres titres immobilisés	74 603		74 603	74 603
Prêts	39 613		39 613	56 367
Autres immobilisations financières	94 674		94 674	94 674
TOTAL I	44 237 084	26 333 611	17 903 473	17 847 891
Comptes de liaison	II			
Actif circulant				
Stocks et encours	80 266		80 266	112 696
Créances				
Créances clients, usagers et comptes rattachés	6 110 682		6 110 682	5 637 287
Créances reçues par legs ou donations				
Autres	982 166		982 166	946 059
Valeurs mobilières de placement	421 741		421 741	391 003
Instruments de trésorerie				
Disponibilités	5 724 995		5 724 995	6 209 563
Charges constatées d'avance	436 222		436 222	478 271
TOTAL III	13 756 073		13 756 073	13 774 878
Frais d'émission des emprunts	IV			
Primes de remboursement des obligations	V			
Écarts de conversion actif	VI			
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV + V + VI)	57 993 156	26 333 611	31 659 546	31 622 769

Bilan Passif (arrêté et publié au titre de l'exercice précédent)

Bilan Passif	31/12/2024	31/12/2023
Fonds propres		
Fonds propres sans droit de reprise		
Fonds propres statutaires		
Fonds propres complémentaires	1 181 089	1 181 089
Fonds propres avec droit de reprise		
Fonds propres statutaires		
Fonds propres complémentaires	65 749	65 749
Écarts de réévaluation		
Réserves		
- dont réserves des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée	5 741 193	5 165 344
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves pour projet de l'entité	597 167	597 167
Autres réserves	5 741 193	5 165 344
Report à nouveau	-30 715	230 847
- dont report à nouveau des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée	-1 055 022	-2 066 792
Excédent ou déficit de l'exercice	399 266	336 967
- dont excédent ou déficit des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée	-431 971	1 587 281
Situation nette	7 953 749	7 577 163
Fonds propres consommables		
Subventions d'investissement	1 117 820	994 588
Provisions réglementées	3 068 749	3 068 749
TOTAL I	12 140 318	11 640 500
II		
Comptes de liaison		
Fonds reportés et dédiés		
Fonds reportés liés aux legs ou donations		
Fonds dédiés	7 135 095	7 103 364
TOTAL III	7 135 095	7 103 364
Provisions		
Provisions pour risques	1 087 488	1 340 069
Provisions pour charges		
TOTAL IV	1 087 488	1 340 069
Emprunts et dettes		
Emprunts obligataires et assimilés		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	5 596 966	6 270 484
Emprunts et dettes financières diverses	357 641	411 814
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	1 048 857	985 130
Dettes des legs ou donations		
Dettes fiscales et sociales	3 771 648	3 486 387
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	171 545	39 745
Autres dettes	349 988	345 278
Instruments de trésorerie		
Produits constatés d'avance		
TOTAL V	11 296 645	11 538 837
VI		
Écarts de conversion passif		
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV + V + VI)	31 659 546	31 622 769

Compte de résultat (arrêté et publié au titre de l'exercice précédent)

Compte de résultat	31/12/2024	31/12/2023
Produits d'exploitation		
Cotisations	1 740	1 440
Ventes de biens et services		
Ventes de biens		
- dont ventes de dons en nature		
- dont ventes relatives aux activités sociales et médico-sociales		
Ventes de prestations de services	747 104	753 045
- dont parrainages		
- dont ventes relatives aux activités sociales et médico-sociales	744 563	750 045
Produits de tiers financeurs		
Concours publics	32 425 686	32 454 349
- dont concours publics aux activités sociales et médico-sociales	32 380 010	32 415 555
Subventions d'exploitation	64 825	415 079
Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
Ressources liées à la générosité du public		
Dons manuels	24 035	31 251
Mécénats		
Legs, donations et assurances-vie		
Contributions financières		
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	514 918	69 324
Utilisations des fonds dédiés	383 830	128 328
Autres produits	7 384	55 701
TOTAL I	34 169 523	33 908 517
Charges d'exploitation		
Achats de marchandises	656 824	564 657
Variation de stocks	32 430	-21 140
Autres achats et charges externes	5 332 590	4 908 019
Aides financières		
Impôts, taxes et versements assimilés	2 011 120	1 966 359
Salaires et traitements	16 364 740	16 150 571
Charges sociales	6 987 538	6 444 612
Dotations aux amortissements et dépréciations	1 442 945	1 461 778
Dotations aux provisions	234 818	1 118 723
Reports en fonds dédiés	415 561	591 260
Autres charges	142 560	187 499
TOTAL II	33 621 125	33 372 337
RÉSULTAT D'EXPLOITATION (I - II)	548 398	536 180

Compte de résultat (suite) (arrêté et publié au titre de l'exercice précédent)

Compte de résultat (Suite)	31/12/2024	31/12/2023
Produits financiers		
Produits financiers de participation	1 735	1 102
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé		
Autres intérêts et produits assimilés	29 412	377
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
Différences positives de change		
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement	439	
TOTAL III	31 586	1 479
Charges financières		
Dotations financières aux amortissements, dépréciations et provisions		
Intérêts et charges assimilées	242 212	214 091
Différences négatives de change		
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement	20	14
TOTAL IV	242 231	214 104
RÉSULTAT FINANCIER (III - IV)	-210 646	-212 625
RÉSULTAT COURANT AVANT IMPÔTS (I - II + III - IV)	337 752	323 555
Produits exceptionnels		
Sur opérations de gestion	66 903	243 579
Sur opérations en capital	74 833	70 571
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
TOTAL V	141 736	314 151
Charges exceptionnelles		
Sur opérations de gestion	55 668	292 722
Sur opérations en capital	24 555	8 017
Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions		
TOTAL VI	80 222	300 739
RÉSULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)	61 513	13 412
Participation des salariés aux résultats	VII	
Impôts sur les bénéfices	VIII	
TOTAL DES PRODUITS (I + III + V)	34 342 845	34 224 146
TOTAL DES CHARGES (II + IV + VI + VII + VIII)	33 943 579	33 887 180
EXCÉDENT OU DÉFICIT (Total des produits - Total des charges)	399 266	336 967
- dont excédent ou déficit des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée	-431 971	-1 587 281
Contributions volontaires en nature		
Dons en nature		
Prestations en nature		
Bénévolat		
TOTAL		
Charges des contributions volontaires en nature		
Secours en nature		
Mise à disposition gratuite de biens		
Prestations en nature		
Personnel bénévole		
TOTAL		

